

## La controverse autour du pouvoir d'achat (n.2916)

Problèmes économiques

La Documentation française

**Que cache le sentiment d'une baisse du pouvoir d'achat ? Comment mesurer le coût de la vie ?**

Problèmes économiques

N° 2.916

31 janvier 2007

**DOSSIER : La controverse autour du pouvoir d'achat**

**Que cache le sentiment d'une baisse du pouvoir d'achat ?**

*Chroniques*

Les Français ont l'impression que, depuis 2002 et le passage à l'euro, les prix ont fortement augmenté et que leur pouvoir d'achat se dégrade alors que les statisticiens ne constatent aucune hausse prononcée des prix. Les calculs officiels manqueraient-ils de transparence ? En réalité, les indicateurs sont fiables mais ils ne sont valables que si l'on considère la totalité des ménages quels que soient leur taille, la catégorie socioprofessionnelle, les habitudes de consommation et le revenu. Chaque ménage, lui, perçoit son pouvoir d'achat en fonction de l'ensemble de ces conditions et se voit en outre effectuer des dépenses de plus en plus contraintes (loyers, etc.). La vision des Français concernant l'évolution du pouvoir d'achat ne peut dès lors qu'être très différente de celle des statisticiens de l'INSEE.

**Comment mesurer le coût de la vie ?**

*Regards économiques*

Vincent Bodard et Jean Hindriks

Le coût de la vie paraît, pour de nombreux ménages, plus élevé aujourd'hui qu'hier. Ce sentiment se traduit-il pour autant par une baisse du niveau de consommation ? Comment mesurer l'impact de l'évolution des prix sur le comportement des consommateurs ? Les auteurs proposent et comparent deux méthodes de calcul simples, celle du pouvoir d'achat et celle du niveau de vie, la dernière étant préférable selon eux, car elle tient compte des possibilités de substitution dont dispose le consommateur, et contribue ainsi à réduire l'impact d'une augmentation des prix sur la consommation.

**S'entendre sur la notion de " ménage "**

*Données sociales - La société française*

Pascal Chevalier, Olivier Guillemain, Aude Lapinte et Jean-Paul Lorgnet

Entre 1970 et 2002, le niveau de vie moyen des individus a augmenté de 70 %, même si la progression a été moins nette entre 1980 et 1997. Mais les inégalités de niveau de vie, celui-ci étant devenu plus sensible à la conjoncture, s'accroissent à partir de 2003 et le nombre de pauvres augmente de 250 000. À revenu disponible inchangé, plus la taille du ménage est grande, plus le niveau de vie diminue. Le nombre de personnes contribuant à l'apport de ressources dans le ménage constitue également un facteur important de la détermination du niveau de vie. À nombre d' " apporteurs de ressources " et à catégories sociales identiques, l'effet de la taille du ménage influe également. Ainsi, les familles monoparentales ont un niveau de vie plus faible que celui des couples sans enfant, les prestations familiales ne compensant donc pas, en général, la perte de niveau de vie liée à la présence d'un enfant.

**Une inflation plus forte pour les ouvriers et les chômeurs**

*Document de travail du CREDOC*

Pascale Hébel

Si les Français ont le sentiment que, depuis 5 ans, leur pouvoir d'achat se dégrade, trois facteurs au moins peuvent expliquer cette situation : le ralentissement de la croissance des revenus d'activité et de patrimoine à partir de 2002, l'augmentation sensible des impôts en 2003/2004 et la modification progressive de la structure de la consommation en faveur du logement et des services (voyages touristiques, services récréatifs, communication, transports, etc.) dont les prix ont considérablement augmenté ces dernières années. Mais il faut également noter que l'inflation affecte davantage les catégories socioprofessionnelles les plus modestes : les ouvriers et les chômeurs ont en effet la structure de consommation la plus défavorable au regard de l'évolution des prix des biens et services qu'ils consomment habituellement.

**L'euro, bouc émissaire ? Une comparaison France/Allemagne**

*DP - Analyses Economiques*

Sylvie Lefranc

L'opinion publique est convaincue, de part et d'autre du Rhin, que le passage à l'euro a entraîné une augmentation des prix. En témoigne l'écart depuis 2002 entre l'inflation perçue et l'inflation réelle. La monnaie européenne n'a toutefois pas été inflationniste, même si l'entrée en vigueur de l'euro a incontestablement brouillé les repères des consommateurs et leur perception des prix les conduisant à la surestimation de l'inflation (phénomène désigné comme l' " effet Teuro " en Allemagne). Cependant, celle-ci n'a semble-t-il pas conduit à un recul de la consommation des ménages en Europe.

**EGALEMENT DANS CE NUMERO**

**UNION EUROPEENNE**

**Ouverte pour travaux : la présidence allemande de l'UE et la réunification européenne**

*Lettre de l'OFCE*

Jérôme Créel, Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux

Depuis le 1er janvier 2007, l'Allemagne a pris la présidence de l'Union européenne (UE) pour une durée de six mois. La présidence allemande est face à trois grands chantiers : institutionnel, monétaire et financier et celui de l'élargissement. En 2006, l'UE n'a pas avancé sur ces dossiers : Bruxelles et les capitales européennes se sont accordé une " pause de réflexion " au lendemain des " non " français et néerlandais à la ratification du traité constitutionnel. Le premier impératif pour la présidence allemande sera ainsi de se pencher sur l'avenir du traité constitutionnel et de réfléchir à la possibilité de rédiger une " mini-constitution " pour l'Union à 27 Etats membres. Ensuite, il faudra reposer la question du fonctionnement de la zone euro, car le comportement des Etats membres face aux exigences de la monnaie unique varie beaucoup, notamment entre la France et l'Italie, d'un côté, et l'Allemagne, de l'autre. Enfin, la consolidation de l'Europe nécessiterait également une réforme du budget européen, notamment concernant son mécanisme de financement.

**INDICATEURS ECONOMIQUES**

**Les champions du PIB par tête et ceux du niveau de vie**

*La Lettre du CEPII*

Marc Fleurbaey et Guillaume Gaulier

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'indicateur de référence pour effectuer des comparaisons internationales de niveau de vie. Il présente pourtant un inconvénient majeur puisqu'il ne tient pas compte des composantes non monétaires qui peuvent sensiblement différer d'un pays à l'autre. Les auteurs estiment ici que la préférence exclusive pour le revenu monétaire n'existe pas, mais qu'en fonction de l'histoire et du contexte culturel de chaque pays, des arbitrages sont réalisés entre les différentes composantes du niveau de vie. Celles-ci peuvent être exprimées en termes de " revenu équivalent ". À partir de cette idée, ils élaborent un nouvel indicateur de niveau de vie intégrant différents aspects du bien-être individuel et social (loisir, santé, inégalités, soutenabilité, etc.). Le classement des pays selon le niveau de vie, lorsqu'il est effectué à l'aide de ce nouvel indicateur, modifie quelque peu le rang habituel de certaines nations : le Japon et la France notamment gagnent des places tandis que les Etats-Unis en perdent.

**SANTE**

**Prix des médicaments : comment concilier les intérêts de la société avec ceux de l'industrie ?**

*Revue internationale de sécurité sociale*

Elias Mossialos, David Brogan et Tom Walley

Les dépenses moyennes en produits pharmaceutiques dans les pays industrialisés ont connu, au cours des vingt dernières années, une augmentation spectaculaire, passant en moyenne pondérée de 13 % du total des dépenses de soins de santé en 1980 à 18,1 % au début des années 2000. Ces coûts croissants ont conduit à l'application de diverses réglementations et politiques en matière de tarification des produits pharmaceutiques. Les mesures classiques de maîtrise directe et indirecte des prix ne sont pas parvenues jusque-là à maintenir un équilibre entre les besoins de la société en matière de santé et ceux, souvent concurrents, de l'industrie. Il semble que pour réussir à optimiser les ressources de l'Etat et des patients, tout en orientant la recherche vers les domaines importants sur le plan clinique, l'adoption d'un système d'intégration des processus décisionnels en matière de prix et de remboursement, souvent distincts, soit la solution la plus prometteuse.

Année d'édition : 2007      48 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332029167      ISSN : 0032-9304